

Elections Législatives des 10 & 17 juin 2012
Département des Hautes-Alpes

**FRONT
DE GAUCHE**

l'Humain d'abord



Eric Bonfati



Avec

**JEAN-CLAUDE EYRAUD
& FRANCK GATOUNES**

sur la 1^{ère} circonscription

www.frontdegauche05.fr



TRAVAILLER ET VIVRE MIEUX DANS LES HAUTES ALPES

Les Hautes Alpes souffrent de deux maux : la précarité et l'explosion du chômage

La **précarité** nous ronge depuis longtemps. Quelques chiffres : 85% des entrées dans l'emploi s'effectuent en CDD, 80% des offres d'emplois sont des contrats inférieurs à 6 mois. Les femmes en sont les premières victimes. Ces dernières années, le **chômage** est devenu le quotidien de nombreux travailleurs et travailleuses haut-alpins. Progression de 10,5% en un an (2011). Les premiers touchés sont les jeunes et les seniors. Le chômage de très longue durée (plus de 2 ans) a augmenté de 25% en 2011. **Sur les cinq dernières années le taux de chômage est passé, dans les Hautes Alpes, de 6,6% (2007) à 8,3% (2011).**

Conséquence : la **pauvreté**. Les bénéficiaires d'un régime de solidarité ont augmenté de 18,5% en un an et 48,5% des foyers sont non imposables dans le département, tant le niveau de revenus est bas ! Le revenu mensuel moyen des foyers fiscaux haut-alpins est de 836,16 euros (Rappel : le seuil de pauvreté est à 954 euros). Cette réalité est confirmée par l'activité des associations caritatives départementales où les files d'attente ne désespèrent pas !

Sources chiffres : Pôle Emploi et INSEE PACA

C'est le résultat des politiques et des choix économiques opérés tant au niveau national que départemental.

La crise capitaliste que la France traverse actuellement est le résultat de la financiarisation de l'économie au profit des banques et des actionnaires, au détriment de la valeur «travail». Ce sont les plus défavorisés qui en paient le prix. Les remèdes proposés partout en Europe (rigueur et austérité) aggravent la situation en provoquant l'accroissement du chômage, de la précarité, la baisse du pouvoir d'achat : l'exemple de la Grèce illustre

ce propos... Sous prétexte de compétitivité c'est le dumping social qui est imposé !

Ce sont donc bien les choix politiques qui sont en cause. Mais les décideurs locaux (élus, employeurs, représentants de l'Etat) portent également leur part de responsabilité. Dans les Hautes-Alpes, le choix du tout tourisme saisonnier, des seuls emplois de service, de la casse de l'industrie, de l'agriculture et des Services Publics font de notre département une réserve d'indiens peuplée de précaires et de retraités...

LE PROGRAMME DU FRONT DE GAUCHE et de ses candidats aux élections législatives

PRODUIRE AUTREMENT

Un nouveau mode de production dont la finalité sera le développement de toutes les capacités humaines et l'épanouissement de chacun(e) plutôt que l'intérêt du capital. Cela se traduira entre autres par :

- Une politique d'**aménagement et de développement industriel du territoire** fondée sur des exigences d'emploi, de qualification, de recherche et d'environnement.
- La **redéfinition de filières industrielles prioritaires** pour répondre aux objectifs sociaux et environnementaux





- Dans les Hautes-Alpes, autour de nouvelles technologies (services aux entreprises, micro-informatique...) des énergies alternatives (bois, houille, solaire...) de la transformation des produits agro-alimentaires en produits finis de qualité.
- Un plan national de **transition écologique de l'agriculture**, la révision du mandat des Safer et du Code des marchés publics.
- Le soutien à l'installation des jeunes agriculteurs et à une agriculture responsable sera indispensable dans notre département.
- **L'adoption d'une nouvelle politique agricole commune** fondée sur l'objectif de souveraineté alimentaire et centrant la production sur les besoins intérieurs.
- Produire au plus près des consommateurs c'est possible ici.
- **La sécurisation des parcours dans l'emploi et la formation** avec continuité des revenus tout au long de la vie
- Dans le 05, nous devons travailler spécialement sur les saisonniers, les pluriactifs, les intermittents et les emplois pour les jeunes.
- **Le soutien public à l'économie sociale et solidaire** et notamment aux coopératives

● Le tourisme social tout au long de l'année sera diversifié.

● **Les Services Publics seront un enjeu du développement économique local** pour répondre aux besoins des personnes et développer l'attractivité des territoires.

La population des Hautes Alpes possède un haut niveau de qualification. Il s'agit de lui proposer les emplois correspondant à cet atout. Le regroupement des activités sur les grandes villes n'est pas une fatalité : la volonté politique peut aider les territoires isolés.

Avec le Front de Gauche, optons pour un développement économique et humain durable, des emplois pérennes, de qualité, non délocalisables, non soumis au dumping social.



**TRAVAILLER
ET VIVRE MIEUX AU PAYS,
C'EST POSSIBLE !**

LA SANTE EN DANGER !

La santé n'est pas malade de ses dépenses mais d'un manque chronique de recettes lié notamment au chômage, à la faiblesse salariale et aux cadeaux fiscaux. L'augmentation des dépenses de santé correspond à des évolutions profondes de la société (nouveaux besoins, coût des nouvelles techniques médicales, démographie, etc...).

Les moyens financiers doivent provenir d'une augmentation des salaires, d'une augmentation de la part patronale des cotisations sociales, d'une taxe sur les profits financiers non réinvestis et d'une politique efficace en faveur du plein emploi.





Le département des Hautes-Alpes se caractérise par des territoires enclavés confrontés aux aléas climatiques (neige, inondations, éboulements...). La pérennité de l'implantation des populations dans nos vallées, leur attrait économique et leur dynamisme démographique dépendent donc, en grande partie, du maintien et du développement des services de santé.

POUR LE FRONT DE GAUCHE ces propositions s'inscrivent dans un dispositif global de partage des richesses et de lutte contre l'insécurité sociale.

● **Il faut mettre fin en priorité aux fermetures et au démantèlement d'hôpitaux, de maternités, de centres de soins et d'IVG.**

● Dans notre département, le service de réanimation de Briançon doit rester en place ! Les patients doivent pouvoir être soignés le plus près possible de leur lieu de vie. Nous pensons que le maillage minimum devrait être : Briançon, Embrun, Aiguilles, Laragne, Gap et Serres : cela permettrait d'assurer une offre de services couvrant les besoins principaux des populations tout au long de l'année.

● **La loi Bachelot et la loi de 2003 instituant la tarification à l'activité doivent être abrogées**

● Cela a des conséquences désastreuses sur les professions médicales et sur la qualité des soins dans le département comme ailleurs.



Il faut des moyens permettant aux hôpitaux de Briançon et au Centre Hospitalier Inter-Communal des Alpes du Sud (CHICAS Gap/Sisteron) de se développer et de s'adapter à la médecine du XXI^{ème} siècle. Ils pourront ainsi garantir aux Hauts-Alpins une prise en charge totale et un accès à tous les traitements aujourd'hui disponibles.

● **Une médecine généraliste de proximité** serait grandement facilitée par une compensation financière.

● Ce système permettrait de lutter contre le développement des déserts médicaux (Dévoluy, Queyras ...).

● **Le soutien et le développement des associations d'aide aux personnes doivent être encouragés dans le département.**

Les mesures concernant la santé de ces dernières années doivent être abolies.

La lutte des citoyens aux cotés du personnel médical a déjà permis de gagner dans plusieurs départements !

LE LOGEMENT, UN BESOIN DE PREMIERE NECESSITE

L'année 2011 a été marquée par l'ampleur sans précédent de la crise du logement en France. Une crise face à laquelle se développent la mobilisation des associations pour le logement social et la lutte

contre le mal logement et l'exclusion. Alors que se loger est un besoin de première nécessité, la politique du «laisser faire» de l'État entraîne une spéculation sans précédent. Le prix beaucoup trop





élevé des loyers touche en priorité les foyers les plus démunis. Les jeunes et les étudiants ainsi que certains retraités, y consacrent plus de 50% de leur budget, au détriment des dépenses liées à la nourriture ou à la santé.

Au total 10 millions de personnes sont touchés par le mal logement et il manque plus de 900 000 logements pour répondre aux besoins de tous.

En réponse, l'État continue à autoriser les expulsions des personnes reconnues prioritaires par le DALO (Droit Au Logement Opposable) alors que la loi lui impose leur relogement. Il supprime les plafonds de ressources pour l'accès au prêt à taux zéro. Il continue son désengagement financier en faveur du logement social tout en ponctionnant dans la trésorerie des bailleurs sociaux pour pallier son déficit.

FACE À LA CRISE , L'URGENCE S'IMPOSE :

● **Construction massive d'un million de logements sociaux sur 5 ans avec rétablissement d'une véritable aide à la pierre.**

● La Préfecture des Hautes Alpes enregistre annuellement plus de 400 demandes de logement par des familles prioritaires pour 100 logements déclarés vacants.

● Les saisonniers, par exemple, ne peuvent accéder à un logement décent et à un coût raisonnable : cela a

des conséquences sur l'attractivité des emplois et contribue aux difficultés de recrutement. Pour favoriser leur logement, un accord départemental interprofessionnel a été signé en 2004. Il doit être mis en oeuvre pour construire les résidences dédiées aux saisonniers.

● **Le renforcement des moyens de l'hébergement d'urgence.**

● Les maisons relais qui doivent accueillir de façon durable des personnes en grande difficulté ne sont toujours pas opérationnelles.

● L'arrêt des expulsions locatives, l'interdiction des coupures d'eau et d'énergie.

● Le Fonds de Solidarité Logement (FSL) qui a pour objectif d'apporter une aide financière ponctuelle aux personnes en difficulté est de plus en plus sollicité ; les demandes ont augmenté de 20% entre 2009 et 2010.

● **La réquisition sans délai des logements vacants.**

● **Encadrement des loyers, plafonnement du foncier et des prix à la vente dans le privé , blocage des loyers dans le public.**

● **Revalorisation de l'APL.**

● Nous nous fixons comme objectif que la proportion des loyers et charges dans le budget des familles n'excède pas 20%.

● Nous demandons la **création d'un service public national et décentralisé du logement, de l'habitat et de la ville doté de compétences et de moyens financiers qui lui permette de construire, d'assurer une maîtrise publique des sols et de lutter contre la spéculation.**

● Dans le département, nous agissons **pour l'application des normes environnementales** réduisant les factures énergétiques et pour l'émergence d'une filière de l'éco-construction.





LES SERVICES PUBLICS

Le Front de Gauche a pour priorité la défense des services publics, leur amélioration et leur extension.

En effet, il propose d'en créer de nouveaux (comme un pôle public de l'eau, ou un service public national et décentralisé du logement). Cela est possible et des ressources existent. Récemment, **Jean-Luc Mélenchon** a expliqué que les services publics étaient « **le patrimoine de ceux qui n'en ont pas** ». Ils répondent au principe de **solidarité sociale et nationale**, et sont **garants d'égalité et de proximité**. Pour nous, ils sont en quelque sorte l'ADN de la République.

Depuis plusieurs années, **Nicolas Sarkozy et son gouvernement travaillent à un démantèlement systématique de ces Services**. En 2007, ils ont mis en place, la **RGPP**, la Révision Générale des Politiques Publiques qui prévoit **le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux** partant à la retraite et qui s'est traduite par **des dizaines de milliers de suppressions d'emplois**.

Il n'y a aucune justification budgétaire sérieuse à cette saignée de l'emploi public.

Il s'agit avant tout d'une réforme idéologique qui vise d'abord à soumettre de nouveaux pans de l'activité humaine (éducation, santé, transport, énergie) à la marchandisation. **Ce que combat évidemment le Front de Gauche.**

● Cette politique dégrade le service rendu aux usagers, pénalise un peu plus des territoires déjà sinistrés et provoque de graves souffrances chez les personnels.

● Cette détérioration est particulièrement sensible dans des territoires ruraux et de montagne où la vie sociale et économique s'articule bien souvent autour des Services Publics.

L'ÉCOLE

● Moins d'heures d'enseignement, moins de classes, moins d'enseignants, moins d'écoles près des lieux de vie, c'est le programme de Sarkozy et ce sont, pour les jeunes, de moins bonnes conditions d'études et de chances de réussite.

● C'est précisément à cause du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite que le gouvernement prévoit de supprimer 17 emplois dans le département à la rentrée prochaine dans le primaire et le secondaire.

Conséquences : des « rapprochements pédagogiques », des classe à niveaux multiples ou des enfants mis dans des bus très tôt le matin... Cela conduit à terme à la désertification de certains villages, sans oublier l'incidence des déplacements sur le bilan carbone.

L'HÔPITAL

● C'est principalement l'hôpital public qui est visé, à travers notamment la loi « **Hôpital Patient Santé et Territoires** » dite loi **Bachelot**, qui impose aux hôpitaux publics une logique essentiellement comptable.

● Des menaces pèsent ainsi sur l'hôpital de Briançon, avec la fermeture, dans un premier temps, du service de réanimation. Le Centre Hospitalier de Gap devra « absorber » le surplus de patients sans aménagement, ni amélioration.

Ces structures hospitalières sont pourtant particulièrement importantes dans un département qui connaît des piques de fréquentation saisonnière, où la population est





âgée, avec de faibles revenus, et où se développent des déserts médicaux. Il est prioritaire de garantir à tous l'accès aux soins, la possibilité de bien vieillir (prise en charge de la dépendance), sans oublier la situation des maisons de retraite (EHPAD).

LA POSTE

● Le constat est accablant : on assiste depuis quelques années, soit à la fermeture des bureaux de poste, soit à leur transformation en agence communale ou en relais commerçant. **La Poste gagne sur tous les tableaux : elle se débarrasse d'un réseau de proximité qu'elle juge non rentable, elle implique les collectivités locales qui voient leurs obligations d'employeur s'accroître alors que la masse salariale de La Poste se réduit.**

● Ceci est particulièrement flagrant dans les Hautes-Alpes où les personnes doivent se déplacer assez loin pour aller récupérer un colis ou une lettre recommandée.

● Le chronométrage des tâches des facteurs, rend leurs tournées infernales et inhumaines !

● Ceci supprime le relais social qu'ils assuraient bien souvent dans les vallées alpines.

● Le tri du courrier est transféré presque en totalité à Marseille, allongeant les délais de transport.

LA SNCF

● **La suppression de personnels et la séparation de l'entreprise en plusieurs branches** a réduit les possibilités d'adaptation au niveau local. Au niveau national, il faut aussi compter avec des trains supprimés, et des retards qui deviennent presque systématiques.

● Ainsi **dans le département, l'offre est**

détériorée pour justifier la suppression de trains ultérieurement. Exemples : suppression du train ramenant les étudiants de Grenoble le vendredi soir et remplacement par un bus. Les temps de correspondance à Valence et Grenoble allongés et en conséquence changement d'horaires des trains de la ligne des Alpes : résultat, les correspondances en bus vers les stations sont plus difficiles à mettre en place et les transports scolaires se font presque tous par la route. Pour le train de nuit : sa mise en commercialisation très tardive a des conséquences sur son remplissage, ce qui permettra ensuite de le supprimer ! Quand au fret, permettant de répartir les coûts d'entretien de la voie, il a été supprimé purement et simplement.

LES PROPOSITIONS

DU FRONT DE GAUCHE :

Créer dès 2012, un Versement Transport Régional (VTR) pour financer le développement de TER et de liaisons inter-villes. Ce VTR (0,3 % de la masse salariale des entreprises) sera mis à disposition des régions.

Engager un processus de désendettement du transport ferroviaire, nationaliser les autoroutes, cela rapportera 2 milliards d'euro par an que l'on peut affecter aux infrastructures de transport.

LA RÉFORME DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES.

● Le gouvernement a engagé une vaste réforme des collectivités territoriales. Elle est en cours dans tous les départements de France. Elle va se traduire par un recul de la démocratie locale. Cette politique entraîne mécaniquement une dégradation des services rendus par les communes à la population : elles ont de moins en moins les moyens pour mettre en œuvre ces services de proximité (suppression de la taxe professionnelle et d'autres recettes).





● **Et pourtant les agents territoriaux œuvrent quotidiennement au service des Hauts-Alpins.**

Ils exécutent des missions très diversifiées : l'action sociale et médico-sociale, la gestion et l'entretien du réseau routier, la voirie, l'aménagement du territoire, l'habitat, la gestion des ordures ménagères, la gestion des cantines, des crèches et garderies, la culture, l'animation enfance et jeunesse...

Les salariés de l'Office National des Forêts, d'EDF/GDF et de France Télécom sont soumis au même régime : suppression de personnel, conditions de travail difficiles, baisse de moyens pour une demande en croissance, éloignement des usagers...

Les services publics doivent satisfaire les besoins des populations et l'intérêt général. Ils doivent donc être préservés de toute soumission à des intérêts privés comme aux intérêts des marchés financiers. Ils assurent ainsi les conditions de l'égalité et de la citoyenneté.

Nous proposons de les reconstruire et de les développer. La RGPP doit être abrogée, les postes supprimés par la droite doivent être rétablis.

Les secteurs confiés au service public doivent être protégés de la libéralisation des marchés et de leur mise en concurrence. Le monopole public doit être rétabli là où l'intérêt général le commande.

Pour les candidats du Front De Gauche, Jean-Claude Eyraud et Catherine Guigli ce sont bien les critères de l'efficacité sociale qui doivent primer sur les critères marchands !

Ces mesures sont tout à fait possibles et réalistes, en prenant l'argent là où il existe, en prônant une fiscalité juste et redistributive ainsi qu'une taxation des revenus, des actifs financiers et en supprimant les exonérations sociales et patronales et les niches fiscales.

VU, les candidats. Crédit photo : Photothèque du Mouvement Social, Fotolia. Ne pas jeter sur la voie publique.

**VOTEZ POUR LES CANDIDATS DU FRONT DE GAUCHE
AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DANS LES HAUTES ALPES :**

sur la Première Circonscription

L'humain d'abord avec

JEAN-CLAUDE EYRAUD,

Suppléant :

FRANCK GATOUNES



www.frontdegauche05.fr

